

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1983)
Heft: 682

Artikel: Banque Cantonale Vaudoise : double vue
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1024913>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 06.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Double

vue

La Banque Cantonale Vaudoise (BCV) qui s'honore d'avoir un réseau de plus de 1500 correspondants dans le monde entier, organise le 10 juin prochain sa seconde journée de relations publiques sur «Le Japon, hier et aujourd'hui». On ne regarde jamais assez au-delà des limites de son canton.

A relever en outre, dans le Rapport annuel de la BCV pour 1982, à propos des placements fiduciaires, qui se sont d'abord «maintenus au niveau élevé atteint en 1981»: «Un recul rapide est intervenu durant la seconde moitié de l'année, suite à l'affaire du Banco Ambrosiano, à l'incertitude régnant sur les marchés financiers internationaux et à la baisse généralisée des taux d'intérêt». Un marché pourri, quoi.

APRÈS ZURICH

Si la droite est intelligente...

Zurich, c'est le cinquième de la Suisse, le poids démographique de la Suisse romande, un centre économique de cote internationale; à notre échelle: une mégapole.

Les élections y ont-elles une portée limitée aux frontières cantonales ou marquent-elles une évolution significative du destin national?

Sur ce thème, dialogue de deux observateurs.

M. — *L'échec socialiste trouve d'abord ses explications locales qui ont été décrites. Poids des circonscriptions modifié à la suite du recensement fédéral; querelles intestines à gauche. Pas de mouvement de semblable amplitude ailleurs: Genève, Tessin, Lucerne, Grisons. De toute façon, la parti-*

cipation socialiste au Conseil d'Etat zurichois était réduite à un sur sept. Ce minimum était déjà, depuis longtemps, révélateur.

P. — Précisément! La question est de savoir si l'ensemble de la Suisse s'achemine vers une situation zurichoise avec une participation socialiste strapontin. On peut recenser les facteurs signes d'un changement qui dépassent les amplitudes moyennes des humeurs électorales. Après Zurich, qu'en sera-t-il de Bâle? Ne pas sous-estimer la perméabilité suisse allemande à l'environnement européen: Schmidt et Kreisky sont out; Mitterrand ne permet plus de croire à l'utopie. Devant cet affaiblissement de la sociale-démocratie, certains poseront la question d'une réduction proportionnelle au Conseil fédéral de la participation socialiste. Comme à Zurich, avant même les récentes élections.

M. — *Comparaison fallacieuse. D'abord, l'élection au Conseil fédéral ne se déroule pas au suffrage universel. Toute modification de la composition de l'Exécutif aurait donc un sens différent de celle qu'impose le peuple souverain. Ce serait une décision de partis, un coup de force, une révolution de palais. Or les partis bourgeois ne s'y risqueront pas, pour plusieurs bonnes raisons. D'abord, même affaibli, le parti socialiste restera un des trois grands; aucun des petits partis n'est assez fort pour prétendre à une représentation. D'ailleurs, qui aurait intérêt à les mettre en selle? L'équilibre radical-démocrate-chrétien ne peut d'autre part être rompu. Donc, pas de situation à la zurichoise.*

P. — C'est évident, dans l'immédiat. L'échéance n'est pas 1983, même si en décembre le dossier sera rouvert, même si on en dissertera. Mais au-delà, une question de stratégie, de conduite de la politique suisse se pose. Le pouvoir bourgeois a-t-il intérêt, dans une situation économique plus difficile — alors même que la Suisse a des réserves qui permettent encore de voir venir, comme on dit — à affaiblir ce qui la gêne, par exemple le socialisme de

l'initiative sur les banques, le socialisme hostile au nucléaire, le socialisme partisan d'un social qui coûte cher, le socialisme du référendum sur les dépenses militaires? Certains y songeront.

M. — *Affaiblissement au profit de qui? des extrêmes? des Organisations progressistes? de l'Action nationale? des verts? Quel intérêt pour les partis bourgeois? Cela signifierait une multiplication des initiatives, qui pourtant ne manquent pas, et une radicalisation des actions extra-parlementaires. L'intérêt bien compris des partis bourgeois devrait s'y opposer, d'autant plus que les initiatives socialistes les gênent sans les gêner, puisqu'ils ont les moyens de les faire échouer devant le peuple ou les cantons. En revanche, ils savent, eux, faire un usage non négligeable de l'initiative, initiative-expression comme celle sur la progression à froid ou sur les carburants. Quant au référendum, ils en connaissent aussi les avantages conservatoires. Donc, ils n'ont pas besoin de mettre en œuvre une provocation anti-socialiste.*

P. — Raisonnablement réaliste et raisonnable, peut-être sera-t-il tenu? Mais il a deux défauts. Les milieux de plus en plus homogènes et fermés de la classe politique suisse sont portés à suivre leur pente, à se faire idéologiquement plaisir. Et surtout, la participation socialiste, si elle a un prix, doit être payée au tarif, même minimal, du consensus. Nous sommes entrés dans une situation où les disparités économiques entre les régions et entre les catégories sociales s'accroissent; des pans de solidarité sociale n'ont pas été bâtis: voir l'assurance-maladie. Le centre-droite peut être tenté de ne pas payer ce prix de réduction des inégalités, c'est-à-dire de vider la participation socialiste de toute substance, de tout dynamisme et d'aboutir, de fait, à une dispersion des oppositions.

M. — *Le pari difficile du socialisme démocratique, en situation de coalition, c'est qu'il présuppose que la droite est intelligente. Risques évidents: parce que l'intelligence politique peut se scléroser... ou ne pas exister.*